

## COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

### Extrait des délibérations de la séance du 5 décembre 2019

-----

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Troussel, M. Guiraud, M. Bedreddine, Mme Grosbois, M. Constant, Mme Valls, M. Sadi, M. Molossi, M. Laporte, Mme Thibault, M. Hanotin, M. Bluteau, M. Grandin, Mme Coppi, Mme Lagarde, Mme Saïd-Anzum

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS :**

Mme Laroche donnant pouvoir à M. Molossi  
Mme Cerrigone donnant pouvoir à Mme Coppi  
Mme Maroun donnant pouvoir à M. Grandin

#### **ÉTAIENT ABSENTS :**

Mme Derkaoui, Mme Abomangoli, Mme Capanema, Mme Labbé, M. Taïbi, M. Hervé, Mme Valleton, M. Monany, M. Chevreau, M. Prudhomme

-----



## Délibération n° 03-05 du 5 décembre 2019

### CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS CONCERNANT L'APPORT DE TERRES POUR L'EXTENSION DU PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES VALBON SUR LE TERRAIN DES ESSENCES.

**La commission permanente du conseil départemental,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

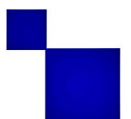
Vu le décret n° 2015-1004 du 18 août 2015, décrivant le dispositif tiers demandeur,

Vu la délibération du conseil départemental n° 2015-IV-15 du 2 avril 2015 lui donnant délégation,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

**après en avoir délibéré,**

- APPROUVE la convention de partenariat, dont projet ci-annexé, à conclure avec la Société du Grand Paris relative à l'apport de terres destinées à l'aménagement du terrain des Essences pour l'agrandissement du parc Georges Valbon ;



- CHARGE M. le président du conseil départemental de signer ce contrat et toute pièce utile à la mise en œuvre du partenariat, au nom et pour le compte du Département.

Pour le président du conseil départemental  
et par délégation,

N'ayant pas pris part au vote :  
*M. Troussel*

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.*